

Quelles sont les leçons à tirer de l'année 1 de Parcoursup ? (débat au salon Postbac 2019)

8-10 minutes

"Une grande mobilisation des équipes, une agilité des élèves et une meilleure connaissance de chacun des lycées et des établissements du supérieur" : ce sont certains des points positifs de la 1re année de Parcoursup, selon Guy Waïss, IGAENR, lors du salon Postbac le 11 janvier 2018. S'il existe des "pistes d'amélioration", selon Pascal Aimé, IGAENR, la rectrice Valérie Cabuil estime que la "réduction de la durée de la phase principale" devrait fluidifier le dispositif. Pour Guillaume Gellé (CPU), les attendus locaux des universités seront sans doute amenés à se développer.



Guy Waïss, Pascal Aimé, Valérie Cabuil et Guillaume Gellé lors de la table ronde "Parcoursup, bilan et perspectives", le 11 janvier 2019 Sébastien Ferraro

"Parcoursup, bilan et perspectives". Tel était l'objet de la première table ronde des 9^e "Rendez-vous de l'éducation", le 11 janvier 2019, à Paris, dans le cadre du salon Postbac organisé par AEF info, en partenariat avec l'Onisep et les trois académies d'Île-de-France. Il s'agissait également de s'interroger sur les éventuelles nouvelles stratégies qu'allaient opérer, pour cette "année 2" de la plateforme d'orientation, bacheliers et établissements.

"Parcoursup a remis l'orientation dans le processus éducatif"

Concernant le bilan de "l'année 1" de Parcoursup, plusieurs constats peuvent être établis. Du côté du secondaire, Guy Waïss,

IGAENR et ancien adjoint à la Dgesco, en dresse cinq, tirés d'une étude portant sur 90 lycées (lire sur AEF [ici](#), [ici](#), et [ici](#)) :

- Une "très grande mobilisation" des équipes dans les lycées ;
- Une "bienveillance des conseils de classe" sur les choix des élèves, leur fiche Avenir, leurs lettres de motivation et leur dossier scolaire ;
- Une "plateforme ergonomique et facile d'accès" ;
- Une agilité des élèves à gérer le système des vœux et leurs réponses, mais aussi une inquiétude et "un système lent et anxiogène" ;
- Une "meilleure connaissance et appréhension de chacun entre lycées et établissements du supérieur".

Valérie Cabuil, rectrice de la région académique Hauts-de-France et rectrice de Lille, remarque d'autres avantages de Parcoursup. "Cela a permis de remettre l'orientation directement dans le processus éducatif, de permettre au jeune de mieux réfléchir – même si cela a eu pour conséquence de rallonger le processus. On a aussi remarqué que les candidats avaient du mal à s'auto-évaluer, il serait pertinent de mieux former les professeurs principaux aux processus d'orientation".

"Des pistes d'amélioration"

Pascal Aimé, IGAENR, adjoint au chef de service de l'IGAENR et chargé de l'ESR, a fait "le même travail" d'analyse que Guy Waïss, mais auprès de 17 universités. "La communauté universitaire a adhéré à la réforme même si les choses, localement, ont pu être plus ou moins faciles ; il y a eu un travail sérieux sur la définition des attendus, les compétences à maîtriser par les élèves et, dès lors, une bien meilleure connaissance des enseignants du supérieur du public qu'ils vont accueillir". Selon lui, "la mécanique a très bien fonctionné, même s'il y a des pistes d'amélioration et des changements qui sont en train d'être pris en compte".

Une des grandes nouveautés qu'a instaurées Parcoursup est, estime Pascal Aimé, un "changement de paradigme" puisque, dorénavant, "le dernier choix est laissé à l'élève qui se détermine à partir de propositions". Cela a pour conséquence d'envoyer "un message intéressant sur l'attractivité des formations. Désormais, un élève choisit après avoir reçu effectivement une réponse positive et devra dire, 'au pied du mur', s'il préfère telle formation à une autre. On a un ensemble de data d'une richesse extraordinaire pour les acteurs du supérieur."

"Les CAAES ont été des endroits remarquables"

Ce regard plutôt positif sur la procédure est aussi partagé du côté des rectorats : "Parcoursup a permis au recteur de jouer son rôle

d'interface entre le scolaire et le supérieur, explique Valérie Cabuil. Le recteur a pu affecter des moyens pour les capacités d'université, imposer des taux de boursiers..." En outre, selon elle, "les CAAES ont été des endroits remarquables, où tous les types d'établissements ont travaillé ensemble et dans une posture de territoire pour le bien des élèves" ([lire sur AEF Info](#)).

Ce travail collectif est ainsi une des grandes avancées qu'a engendrées Parcoursup, confirme Guillaume Gellé, président de l'université de Reims-Champagne-Ardenne et de la commission formation de la CPU. "L'ensemble de la communauté scolaire et universitaire s'est retrouvé pour dialoguer autour de cette réforme et il a eu un fort engagement des équipes. Il s'agit d'un dispositif dans lequel l'humain est beaucoup plus présent que dans APB."

Quelle "année 2" pour Parcoursup ?

Un processus plus rapide. Dès lors, qu'en sera-t-il de l'année 2 de Parcoursup, alors que le gouvernement a présenté ce vendredi des ajustements ([lire sur AEF info](#)) ? "Il devrait y avoir plus de sérénité, estime Valérie Cabuil, notamment car la lenteur du processus ayant été anxiogène, nous avons réduit la durée de la phase principale. Le fait d'afficher le rang du dernier appelé devrait aussi fluidifier le dispositif".

La gestion des dossiers devrait aussi être améliorée par les établissements d'enseignement supérieur, explique Pascal Aimé. "Par exemple, chez certains proviseurs qui ont des CPGE, on va parfois classer davantage de dossiers en attente lors de la première phase puisqu'ils se sont parfois retrouvés face à un manque de candidatures et, finalement, avec des élèves qui n'étaient peut-être pas aussi bons que ceux qu'ils auraient eus s'ils avaient retenu plus de dossiers lors de la 1^{re} phase".

Affiner les attendus. Guillaume Gellé pense également que Parcoursup "va modifier les propositions des établissements : on va tirer des conclusions sur les vœux et intentions des lycéens, on va regarder comment on peut tirer bénéfice de l'attractivité des formations et on va réfléchir à développer les attendus locaux". "Un proviseur doit se demander si ses élèves sont allés là où ils voulaient et adapter l'orientation offerte par rapport à ce vécu, renchérit Guy Waïss. Par exemple, les lycées doivent adapter leur stratégie du fait qu'il y ait eu plus de bacs pros en STS et de bacs technos en IUT."

En outre, certains élèves pourraient davantage se servir de la phase complémentaire. "Comme plus de 60 000 élèves ont trouvé une orientation lors de cette phase, qu'ils y ont découvert des formations auxquelles ils n'avaient pas pensé, qu'ils n'avaient pas vues ou plus proches de chez eux, un nombre croissant d'élèves

vont comprendre l'usage qu'ils peuvent en faire", prédit Pascal Aimé.

"Les 'oui-si' sont en train de prendre"

La gestion des "oui-si", par les étudiants et par les établissements, pourrait également évoluer. "Beaucoup de proviseurs ont proposé de faire des 'oui-si' pour des BTS, souligne Guy Waïss. C'est en train de prendre. Les élèves voient bien que c'est pour les aider à franchir un cap et que l'on n'est pas obligé d'avoir une licence en 3 ans ou un BTS en 2 ans mais que le plus important est d'arriver au bout." Pascal Aimé, pour qui les dispositifs "oui-si" pourraient "devenir un vrai critère de différenciation", cite le cas de l'université de Valenciennes qui accueille un cinquième de ses étudiants dans une formation "oui-si", dont 20 % suivent une L1 en deux ans.

Néanmoins, selon Guillaume Gellé, "on manque encore de recul sur ce dispositif, d'autant qu'il existe une grande diversité de 'oui-si' selon les établissements. Le dispositif aura vraiment réussi quand les lycéens le choisiront plutôt que le parcours classique en 3 ans car ils penseront qu'il leur permettra de mieux réussir." Dans ce cadre-là, "Parcoursup est aussi amené à modifier la notion de réussite de l'étudiant", estime Pascal Aimé.